

## Rôle de la Section S&R

La section Stabilisation et Relèvement (S&R) appuie la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général (RSASG), Coordonnatrice Résidente (CR) et Coordonnatrice Humanitaire (CH) dans ses fonctions de pilotage de la contribution des Nations Unies aux efforts de reconstruction au Mali.

S&R promeut les synergies entre la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les autres partenaires internationaux, en faveur des communautés les plus touchées par le conflit, notamment au nord et au centre du Mali.

Avec ce bulletin mensuel, nous restituons les plus récentes avancées et activités au nord du Mali en termes de stabilisation et de relèvement. Le public visé rassemble les principaux partenaires de la section dont les composantes militaires et civiles de la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les partenaires internationaux.

Pour plus d'informations :

**Temur SHAROPOV**, Chargé de Communication et Liaison (section S&R) - [sharopov@un.org](mailto:sharopov@un.org)

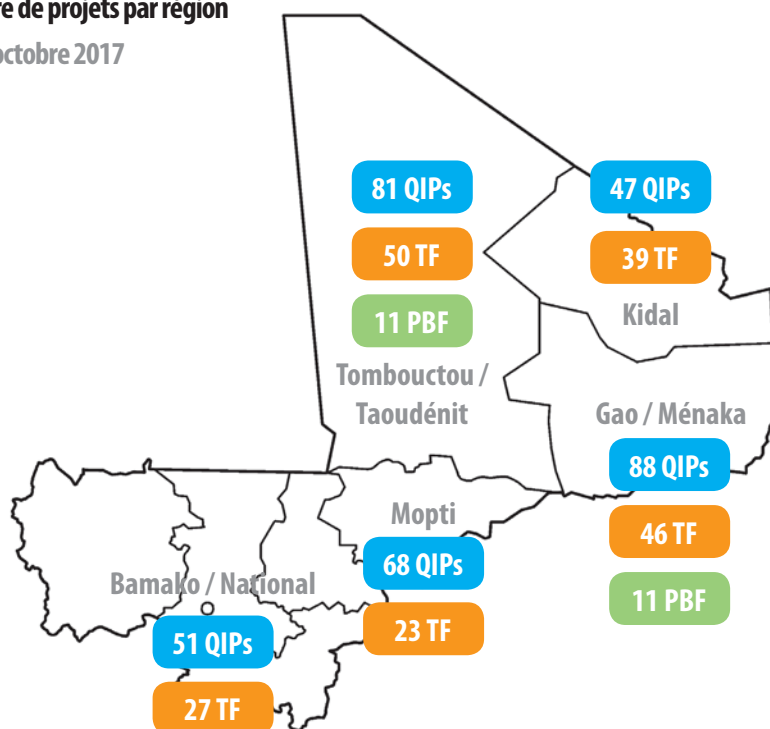


*Merci à tous les partenaires  
Partenaires d'exécution, Institutions nationales, Société civile,  
Bailleurs internationaux, Composantes MINUSMA sponsors.  
Tous unis pour un Mali unifié et indivisible!*

## Aperçu global depuis 2013

### Nombre de projets par région

Au 30 octobre 2017



Retrouvez tous les Bulletins Mensuels de S&R sur le site de la MINUSMA:  
<https://minusma.unmissions.org/bulletin-mensuel>

## Faits saillants

- Débats durant l'atelier du Plan de Réponse Humanitaire sur la nouvelle initiative Nexus
- Discussions de la CRZPC sur le processus de DDR au Mali et la présentation du programme DDR de la Banque Mondiale
- Le Lycée Bâ Aminata Diallo augmente sa capacité d'accueil (QIP)
- Lancement et remise officielle des projets du Fonds Fiduciaire à Tessalit
- Séances de formation de la MINUSMA et Interpeace sur le thème « Sensibilité aux conflits »
- La MINUSMA lance les travaux de réhabilitation de la piste principale de l'aéroport de Gao
- Nouveaux projets lancés dans les régions du nord

## Chiffres clés

**Projets à impact rapide (QIPs) : 214 projets finalisés et 121 en cours sur un budget de 15,9 millions de dollars américains** (335 projets au total depuis 2013)

**Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) : 5 projets démarrés en 2015 sur 18 mois et pour un budget de 12.106.353 dollars américains** (3 projets prolongés)

**Fonds Fiduciaire (TF) : 51 projets finalisés et 60 projets en cours sur 111 projets approuvés pour un coût de 45.101.404 dollars américains sur un budget de 53,9 millions de dollars américains** (contributeurs : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Turquie et UN DOCO)

### Secteurs

#### QIPs Projets à impact rapide

Sécurité / Justice / Infrastructures publiques / Agriculture / Santé / Information publique / Education / Eau / Artisanat / Culture / Sports / Gestion de Conflit / Gestion des déchets / Droits de l'Homme

#### TF Fonds Fiduciaire

Pourparlers de paix / Elections / Sensibilisation / Genre / DDR / MOC / Cantonnement / Etat de droit et justice / Retour de l'autorité de l'Etat / RSS / Sécurité / Electricité / Eau et Assainissement / Cohésion sociale

#### PBF Fonds pour la Consolidation de la Paix

Education / Appui socio-économique / Réintégration des Déplacés / Justice / Cantonnement



## Coordination des bailleurs et partenariats

**1.** Le 3 octobre, S & R a participé à l'**atelier sur le Plan de Réponse Humanitaire** organisé par OCHA pour principalement modérer un débat sur la nouvelle initiative Nexus récemment introduite au Mali. Cette opportunité a permis de rappeler sur le principal déterminant du Nexus humanitaire et développement ainsi que de rechercher davantage l'engagement des partenaires humanitaires.

**2.** Le 11 octobre, S&R a participé à la **réunion mensuelle du GEC** (Groupe Exécutif de Coopération). Les PTF ont informé que la prochaine réunion PM-Troïka élargie prévue le 27 octobre, aura pour thème principal le processus de décentralisation. Les PTF ont par ailleurs discuté du diagnostic organisationnel du Pool Technique qui recommande à celui-ci de se concentrer uniquement sur le soutien au GEC et la Troïka. Le Pool Technique aura pour but de faciliter le partage d'informations entre les groupes thématiques et à se retirer de tout autre type de soutien sectoriel.

**3.** Le 5 octobre, la coprésidence de la CRZPC (Commission de Réhabilitation des Zones Post Conflit) représentée par la France et la MINUSMA S&R a organisé la **session mensuelle de la CRZPC**. Parmi les nombreux sujets abordés lors de la réunion, le chef de la section MINUSMA SSR-DDR a présenté un aperçu sur l'état actuel du processus de DDR. De même le Groupe de la Banque mondiale au Mali, a présenté son programme de DDR. En résumé, toutes les conditions préalables au démarrage du processus de DDR ont été atteintes, y compris du point de vue de la logistique et du financement. Pendant ce temps, les partenaires mobilisent encore des ressources complémentaires pour lancer le processus. Les parties signataires de l'accord de paix (GdM / groupes armés) sont toujours en train de discuter de questions politiques telles que le nombre de combattants à intégrer dans le DDR.

**4.** Le 12 octobre, S&R a participé à la **réunion sur la SCAP II** (Stratégie Commune d'Accompagnement Pays). L'objectif de la consultation est de permettre aux PTF (Partenaires Techniques et Financiers) de préparer leur participation au prochain atelier SCAP prévu le 25 octobre, consacré à la mise à niveau du Plan d'Action SCAP. Les objectifs des PTF sont à la fois d'améliorer la mise en œuvre des modalités de l'aide et de développer une programmation conjointe pour apporter une réponse coordonnée à la mise en œuvre du CREDD (Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable).

**5.** Le 27 octobre, à la Primature a eu lieu la **réunion PM-Troïka** présidée par le Premier Ministre et à laquelle participaient les membres de la troïka élargie et l'ambassadeur d'Allemagne ainsi que le gouvernement du Mali : le Ministère des Affaires étrangères ; Ministère des Finances et de l'Economie ; Ministère de la décentralisation, des territoires et des autorités locales ; Ministère de la sécurité et de la protection civile, et le Ministère de la Solidarité et de l'Aide Humanitaire.

Deux points principaux ont été discutés :

(i) les dispositions institutionnelles pour la mise en œuvre de l'Accord de paix et, plus précisément, les détails sur le calendrier électoral national. Les débats ont porté principalement sur les modalités des prochaines élections régionales au nord où des autorités provisoires et des collèges de transition ont été récemment installés.

(ii) le renforcement du processus de décentralisation et de régionalisation ; les participants ont évoqué l'approche du développement de la fiscalité locale comme moyen d'élargir l'assiette fiscale des communautés pour améliorer la situation financière des communautés / régions locales. Le panel de la troïka a souligné l'importance de ce processus qui devrait être complémentaire au transfert des ressources du budget central vers les régions / cercles. Ainsi la décentralisation renforcera la responsabilisation et l'autonomie de la gestion des municipalités, des cercles et des régions.



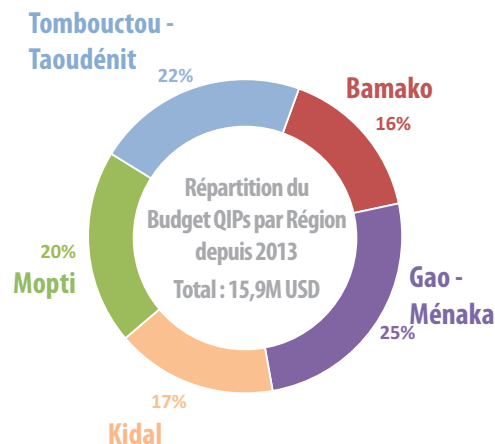
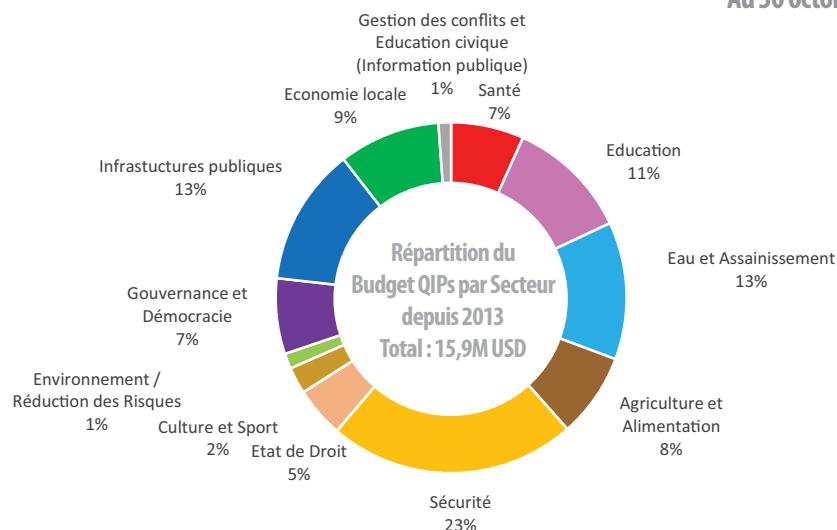
Financés par la MINUSMA, les Projets à Impact Rapide (ou *Quick Impact Projects - QIPs*) sont des microprojets communautaires. Ces projets sont d'un coût maximal de 50.000 dollars américains et d'une durée de 6 mois maximum, dans les domaines de la réhabilitation des services et petites infrastructures publiques, la

formation et la sensibilisation, la création d'emplois et de revenu. Ils doivent avoir un effet à la fois rapide et durable répondant aux besoins prioritaires de la population et ont pour but d'établir un climat de confiance dans le processus de paix, la Mission et son mandat.

Au 30 octobre 2017

Ces projets bénéficient principalement aux régions du Nord et soutiennent les demandes provenant du gouvernement malien, des ONG internationales et nationales, des agences internationales et de la société civile. Tous les projets sont exécutés à travers des partenaires et entreprises locaux.

Pour plus d'information: <http://bit.ly/2yqonz8>



## Faits marquants du mois

**1.** Le 12 octobre, un nouveau projet à Impact rapide (QIP) a été remis à Bamako à l'occasion de cérémonies officielles présidées par le Ministre malien de l'Éducation Nationale et en présence des autorités municipales et locales, les bénéficiaires et les composantes de la MINUSMA. Le projet consiste en la **construction de 11 nouvelles salles de classe et de salles informatiques du Lycée Bâ Aminata Diallo** pour 49.055 dollars américains et vise à renforcer le système national de protection de l'enfant en améliorant les conditions d'éducation des enfants. « *L'éducation des filles, pour assurer une meilleure autonomisation des femmes, est un élément clé du maintien de la paix en général et au Mali en particulier* » a souligné le Directeur de la Division des Droits de l'Homme et de la Protection, M. Guillaume Ngefa qui représentait la MINUSMA. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2zwf0yT>

**3.** Le 10 octobre, la MINUSMA a livré à Bamako un projet à impact rapide de **vulgarisation de la loi électorale en vue de l'amélioration de taux de participation des populations aux élections**. Ce projet à impact rapide est parrainé par la Division des Affaires Electorales pour un montant total de 45.770 dollars américains et vise la vulgarisation de la nouvelle loi électorale à travers des ateliers dans les chefs-lieux des régions de déploiement de la MINUSMA au Mali.

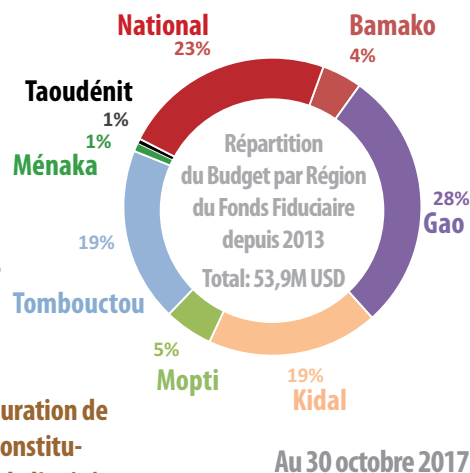
**2.** Le 2 et 7 octobre, la MINUSMA a procédé à Kidal à la clôture de 3 projets à impact rapide dont le premier projet consiste en la **réalisation d'un château d'eau équipé d'une pompe solaire**. D'un coût global de 33.945 dollars américains et parrainé par le Bureau régional de la MINUSMA à Kidal, ce projet a pour but l'amélioration de l'accès à l'eau des populations et particulièrement des maraîchers de la zone de Tinazraft contribuant ainsi à la stabilité et au développement socioéconomique dans la localité. Cette réalisation a permis à la population d'acquérir un réservoir de stockage et un système d'approvisionnement moderne répondant à leur besoins quotidiens. Un projet complémentaire, pour un budget de 32.114 dollars américains, a également remis un château d'eau équipé d'une pompe solaire aux communautés de Kanaye. Ces actions s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration de l'accès à l'eau populations de la zone de Kanaye et environnantes. Le 3e projet a alloué la somme de 41.184 dollars américains pour **réinsertion économique des plus vulnérables par la reconstitution du cheptel caprin** dans trois quartiers de la ville de Kidal et participera au renforcement des activités agropastorales des ménages vulnérables affectés par la crise. ▶



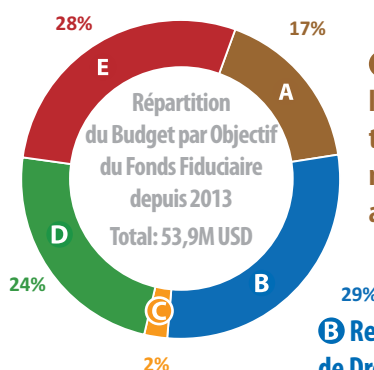


Le Fonds Fiduciaire des Nations Unies en soutien à la Paix et la Sécurité au Mali a été créé à la demande du Conseil de Sécurité (Résolution 2085 (2012)). Les Etats Membres peuvent apporter des contributions libres d'affectation ou non au Fonds, qui vise à apporter un appui vital aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM), à assister le Gouvernement malien dans ses efforts pour assurer une paix durable, le retour de l'autorité de l'Etat et de l'ordre constitutionnel et à soutenir les cruciales interventions humanitaires et d'aide au développement concourant aux efforts à court et à long-terme de la communauté internationale pour résoudre la crise au Mali.

Ce fonds est soutenu par des contributions volontaires des bailleurs suivants : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Turquie et UN DOCO. Le budget actuel du fonds avoisine 53,9 millions de dollars américains, dont 80% sont alloués aux projets existants.



**E Efforts immédiats et à long-terme pour résoudre la crise au Mali**



**A Restauration de l'Ordre Constitutionnel, de l'unité nationale et appui aux élections**

**B Retour de l'autorité de l'Etat, Etat de Droit et DDR-RSS**

**D Equipement et appui logistique aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FSDM)**

**C Renforcement des capacités des Forces de Sécurité Maliennes (FSM)**

**Faits marquants du mois**

**1.** Le 10 octobre, la Section Stabilisation & Relèvement et la Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires ont visité la prison centrale de Bamako avec l'ambassade du Royaume-Uni et la Commission Indépendante d'Aide (ICAI). La sécurité de la prison centrale a été renforcée en raison de la détention de terroristes présumés. En assurant la séparation des terroristes présumés des détenus réguliers, le projet aidera également à prévenir la radicalisation dans la prison. Cette visite a été organisée dans le cadre d'un examen de performance du Fonds Britannique Conflit, Sécurité et Stabilité (CSSF) opéré par l'ICAI. **Les activités de réhabilitation et d'équipement de la prison centrale de Bamako** fait partie du projet TF-2014-3 « *Soutien au retour de l'administration et de l'Etat de droit au nord du Mali* » qui est financé par la contribution Britannique au Fonds Fiduciaire et mis en œuvre par le PNUD.

**2.** Une **visite, organisée par la Section S&R et conduite par la RSASG/CR/CH**, a eu lieu à Tessalit le 10 octobre 2017 en présence du Ministre de l'Éducation, du Gouverneur de Kidal, du Président du Conseil régional et de plusieurs représentants des ambassades (Danemark, Norvège et Luxembourg) ainsi que de certains membres de l'Équipe Pays des Nations Unies (PAM, UNICEF et FAO). La délégation a visité plusieurs projets financés par le Fonds Fiduciaire (installation de 102 lampadaires solaires, réhabilitation et équipement de 4 écoles et réhabilitation de la digue de protection) ainsi qu'un projet de création d'emplois pour les femmes financé dans le cadre des QIPs. L'objectif était de montrer le soutien de la Communauté Internationale à la population de Tessalit et de souligner l'appui concret déjà fourni par les Nations Unies. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2AnFBvp>

**3.** La MINUSMA en partenariat avec Interpeace a organisé des **sessions de formation sur le thème «Sensibilité aux conflits dans les projets»** du 16 au 25 octobre à Gao (Kidal et Ménaka inclus), Mopti et Tombouctou. La formation comprenait les Agences des Nations Unies, les ONG partenaires, les services de l'Etat et spécifiquement les points focaux de la MINUSMA des projets à Impact rapide (QIP), des projets RVC et des projets du Fonds Fiduciaire. L'objectif de la formation était de sensibiliser sur le bon usage de l'analyse des conflits dans le développement des interventions pour garantir le principe «ne pas nuire» et améliorer potentiellement l'impact positif de la consolidation de la paix des interventions financées par la MINUSMA. La formation a été financée par le Canada dans le cadre de sa contribution au Fonds Fiduciaire.

**4.** Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif a procédé, le 16 octobre 2017, au **lancement des travaux de réhabilitation de la piste principale de l'Aéroport de Gao-Korogoussou**. Le projet est financé conjointement par la MINUSMA et la République Fédérale de l'Allemagne à travers sa nouvelle contribution de 12 millions d'euros au Fonds Fiduciaire. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2hXUIdD>

**Projets récemment approuvés**

**1.** Le 12 octobre, le **Comité de Revue des Projets du Fonds Fiduciaire** a approuvé 3 projets soutenus par la MINUSMA S&R et financés à travers la contribution du Danemark au Fonds Fiduciaire : (i) Renforcement des capacités des Forces de Sécurité Maliennes à Tombouctou (pour 179.707 dollars américains) ; (ii) Renforcement des capacités des Forces de Sécurité Maliennes à Mopti (pour 91.893 dollars américains) ; et (iii) Renforcement des capacités des Forces de Sécurité Maliennes à Gao (pour 119.406 dollars américains). De plus, le 25 octobre, le **Comité de Revue des Projets du Fonds Fiduciaire** a approuvé un projet présenté par la MINUSMA Division des Affaires Electorales conjointement avec la Division des Affaires Politiques et financé par la contribution du Canada au Fonds Fiduciaire: Prévention et atténuation des conflits et de la violence liés aux élections (pour 336.641 dollars américains).

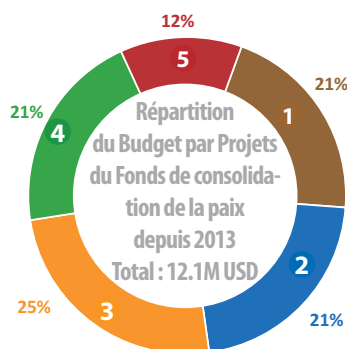
**Nouvelles contributions**

**1.** L'Allemagne et la République fédérale d'Allemagne ont signé le 2 octobre un **accord pour une nouvelle contribution au Fonds fiduciaire d'un montant de 824 000 euros** pour la construction et l'équipement de l'extension de l'Ecole nationale de police de Bamako et pour l'achat d'équipements appropriés pour la lutte contre le crime organisé transfrontalier et le terrorisme. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2zfwf89>



Face à la crise politique, institutionnelle et sécuritaire qui a profondément déstabilisé le Mali depuis 2012, le Gouvernement malien et le Système des Nations Unies au Mali ont fait appel au Fonds PBF (pour *Peacebuilding Fund*) en vue de soutenir la consolidation de la paix et la réconciliation. Le Gouvernement du Mali a donc soumis une demande d'éligibilité au Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (*PBSO*) le 24 février 2014 qui a été approuvée par le Secrétaire-Général des Nations Unies le 2 avril 2014.

Dans ce contexte, l'intervention du programme PBF au Mali représente pour la première phase un budget cumulatif d'environ 12,4 millions USD dont 12,1 sont alloués à 5 projets menés par des agences onusiennes et la MINUSMA. Un Comité de Pilotage supervise l'ensemble du programme et rassemble le Gouvernement malien, la société civile, les Partenaires Techniques et Financiers et les Nations Unies. Les 0,3 millions USD restants sont alloués à la Cellule d'Appui du Comité de Pilotage. Les 5 projets sont réalisés entre janvier 2015 et juin 2016 et 3 d'entre eux (\*) ont bénéficié d'une extension de janvier à mars 2017.



## Faits marquants du mois

**1.** Le 4 octobre, la Section S&R a participé à une visite à Gao en présence de la RSASG/CR/CH ainsi que des Ambassadeurs de la Norvège, du Danemark et du Canada et l'Équipe Pays des Nations Unies (UNCT) et avec les représentants des pays contribuant au Fonds de consolidation de la paix au Mali incluant le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Belgique et un membre du Groupe Consultatif du PBF. Dans le cadre de sa mission de travail au Mali pendant la semaine du 1 au 6 Octobre, la délégation s'est rendue à la Cité des Askia pour évaluer l'état actuel de la mise en œuvre et l'impact des projets financés par ►



### Au 28 février 2017

**1** **Projet d'éducation pour la consolidation de la paix au Nord du Mali (\*) - UNICEF**

L'agence et ses partenaires mettent en œuvre une stratégie de scolarisation accélérée en vue d'un accès à l'éducation pour les enfants vulnérables déscolarisés et non scolarisés. Des espaces de dialogues communautaires inclusifs sont aussi instaurés pour une cohésion sociale à l'école, en famille et au sein de la communauté.

**2** **Appui au renforcement des capacités de résilience aux conflits des femmes et des jeunes dans les régions de Gao et Tombouctou (\*)**  
PNUD, ONUDI

Ce projet conjoint porte sur l'accompagnement des processus de réconciliation nationale et de promotion du dialogue en créant des opportunités économiques en faveur des femmes vulnérables et des jeunes à risque.

**3** **Rétablissement de la confiance par l'appui au processus de cantonnement**  
UNOPS

Les opérations renforcent la confiance mutuelle entre les parties signataires de l'accord de paix et favorisent l'apaisement du climat sécuritaire. L'ancrage du processus de désarmement dans le pays passe notamment par le cantonnement des combattants. UNOPS est en charge de la construction et de la gestion de camps prévus à cet effet.

**4** **Solutions pour la réintégration durable et pacifique des personnes déplacées internes (PDI) et des réfugiés rapatriés dans les régions de Gao et de Tombouctou - OIM, UNHCR**

Ce projet consiste à fournir aux PDI et rapatriés un accès aux services sociaux de base et à renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés locales dans un climat de confiance accrue dans le processus de paix.

**5** **Programme d'amélioration de l'accès des femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre à la justice et la sécurité dans le processus de consolidation de la paix au Mali (\*)**  
ONU Femmes, UNFPA, MINUSMA

Les 2 agences et la Mission soutiennent les victimes de VBG en leur facilitant l'accès à la justice et à une prise en charge holistique. Le projet appuie également le renforcement de capacités des services de prise en charge ainsi que du système judiciaire en matière de VBG.

► **le Fonds pour la Consolidation de la Paix** dans la région. L'objectif de ces projets est de soutenir la participation des femmes et des jeunes à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Le montant total mis à la disposition du Mali est supérieur à 16 millions de dollars américains. La visite a été l'occasion pour la MINUSMA et l'UNCT de réaffirmer leur engagement à soutenir Gao. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2ixcv5i>

**2.** Du 1er au 6 octobre, une **délégation des bailleurs du Fonds pour la Consolidation de la Paix a effectué une visite de travail au Mali**. La délégation comprenait notamment les représentants des pays donateurs comme la Belgique, le Canada, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume Uni et aussi les représentants du Fonds pour la Consolidation de la Paix basé à New York. Les membres de la délégation ont profité de leur séjour au Mali pour s'enquérir des efforts de consolidation de la paix dans le pays, en particulier ceux déployés dans le cadre du Fonds pour la Consolidation de la Paix, en particulier dans la région de Gao. La délégation a pu s'entretenir sur l'appui de l'ONU aux efforts nationaux de consolidation de la paix avec plusieurs responsables maliens de haut niveau et également avec des représentants de la MINUSMA dont Mme Mbaranga Gasarabwe, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire Général des Nations Unies au Mali, Coordinatrice Résidente du système des Nations Unies et Coordinatrice Humanitaire (RSASG/CR/CH) sous l'auspice de laquelle a eu lieu la visite de la délégation à Gao. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2AINdzy>